



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

Arrêté N° PREF-SAPPIE-BE-2023- 0109
du 18 AVR. 2023
portant mise en demeure de la société ALSTOM IBRE
située sur le territoire de la commune de Saint-Denis-lès-Sens (89)

Le Préfet de l'Yonne,

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCDD-2006-0230 du 12 mai 2006 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation délivré à la société ZF MASSON le 10 février 2000 et autorisant la société IBRE (International Braking and Railway Equipment) à poursuivre l'exploitation d'une fonderie de capacité de production 12 t/j ainsi qu'une installation de revêtement métallique par étamage sur le territoire de la commune de Saint-Denis-lès-Sens ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation – Section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 16 mars 2023, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 20 mars 2023 à l'exploitant, en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 18 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé dispose que :

« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1^{er} septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. » ;

CONSIDÉRANT que l'analyse susmentionnée est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 19 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé dispose que :

« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre, prévus dans l'étude technique, sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 20 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé dispose que :

- « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 9 mars 2023, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- article 18 : l'analyse du risque foudre n'a pas été mise à jour suite à la construction du nouveau bâtiment abritant les bennes de déchets ;
- article 19: la révision ou l'absence de révision de l'étude technique foudre suite à la mise à jour de l'analyse du risque foudre n'a pas été justifiée ;
- article 20 : l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention n'ont pas été réalisées ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ALSTOM IBRE de respecter les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 20 octobre 2010 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE

Article 1 :

La société ALSTOM IBRE, dont le siège social est situé au 5 rue Henri Cavallier à Saint-Denis-lès-Sens (89100), exploitant une fonderie de capacité de production 12 t/j et une installation de revêtement métallique par étamage, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en justifiant :

- de la mise à jour de l'analyse du risque foudre, suite à la construction du nouveau bâtiment abritant les bennes de déchets ;
- de la révision ou l'absence de révision de l'étude technique foudre suite à la mise à jour de l'analyse du risque foudre ;
- de l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention requises par l'étude technique foudre.

Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux ou le Ministre de la Transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 4 : Exécution


Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société ALSTOM IBRE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Sens,
- Monsieur le Maire de Saint-Denis-lès-Sens,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le

18 AVR. 2023

Pour le Préfet,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Pauline GIRARDOT

